



CR DE L'ATELIER PARTICIPATIF SUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

20 NOVEMBRE 2017

AUDITORIUM DE L'HÔTEL DE VILLE

ANIMATION PAR MICHEL BOUCHAERT – GÉRANT D'EXTRACITE
AVEC L'APPUI DE JEAN-PHILIPPE BRUN – PRÉSIDENT DE L'ADESS 95 ET
ADMINISTRATEUR DE LA CRESS IDF

1

○ Programme :

- Mot d'accueil par M. Georges MOTHRON, maire d'Argenteuil et M. Mickaël CAMILLERI, adjoint au Maire en charge du développement économique et des grandes enseignes,
- Présentation de l'ESS par Michel BOUCHAERT et Jean-Philippe BRUN
- 1^{ère} table ronde : portraits d'entrepreneurs, les réponses aux crises contemporaines
- 2^{nde} table ronde : Les conditions de réussite et/ou d'échec des projets économiques solidaires : les principales difficultés et les principaux atouts

○ Participants :

- Michel BOUCHAERT
- Jean-Philippe BRUN

Sur la table ronde n°1 :

- Stéphane BERDOULET – Directeur d'Halage
- Patrick BARROS – Président d'UNITED
- Julien BESNARD – Pôle conseil et développement de PORT PARALLELE
- Fabienne DRUAIS – Gérante de LA FRAMBOISINE

Sur la table ronde n°2 :

- Reda SALIMI – Animateur PACE à l'OUVRE BOITE
- Juliette COURTAIGNE – Conseillère ESS chez INITIACTIVE 95
- Emna ZOUARI – Conseillère à l'ADIE
- Eric URSULET – Directeur de RIVES DE SEINE
- Dominique NOIRET – Conseiller chez EGEE
- Gérald LASSET – Chargé de mission ESS à la Région Ile-de-France



DISCOURS DE M. CAMILLERI



- Dans ESS, on pense « social » et « solidaire » mais rarement « économie » pourtant, ce n'est ni anecdotique, ni gadget. Il s'agit d'un mouvement de fond qui s'amplifie et se perfectionne.
- Quelques éléments chiffrés sur l'ESS :
 - Représente 1 700 emplois sur les 30 000 que compte la ville.
 - Répartis dans 150 établissements sur la Ville sur des thématiques assez variées (même si 90% des structures sont associatives et ¼ sont sur l'action sociale).
- L'ESS est une manière de réconcilier l'économie de marché avec les hommes - dans ce qu'elle peut avoir de bon en termes de concurrence, de dynamisme, de créativité – afin de lui donner une orientation plus en phase avec les impératifs sociétaux d'aujourd'hui. C'est surtout une méthode de travail.
- Les structures de l'ESS font de moins en moins appel aux subventions publiques. Il ne faut pas le voir comme une marque de désintérêt de la puissance publique mais plutôt comme une preuve que le modèle marche économiquement.
- Travailler dans/sur l'ESS, c'est aussi travailler en transversalité avec les partenaires économiques (accompagnateurs et financiers), les services de l'état et de la collectivité, la Région...
- Toute cette dynamique s'inscrit dans une logique de redensification/ redynamisation économique de la ville d'Argenteuil où l'ESS aura toute sa place :
 - Le projet [Argenteuil Littoral](#) « Inventons la Métropole du Grand Paris » porté par le promoteur Bricqueville dans le secteur de la Gare centrale
 - [Les berges de seine et le quartier Barbusse- Brigadières](#) qui fera l'objet d'un Nouveau Programme de Renouvellement urbain (NPNRU) cofinancé par l'ANRU.
- L'ESS et Argenteuil, c'est une histoire qui remonte à 1937 avec l'installation de la plus grande coopérative industrielle de France (toujours existante bien qu'ayant déménagé).
- Nous avons la chance d'avoir un territoire doté d'un guichet unique – l'Ouvre-boîte – sur les questions de création d'entreprises. Vous pourrez vous y faire accompagner et de bénéficier de l'aide du Service Emploi formation Insertion pour la mise en lien notamment partenariale.

PRÉSENTATION DE L'ESS PAR MICHEL BOUCHAERT ET JEAN-PHILIPPE BRUN

Michel BOUCHAERT

- On appréhende la présentation de l'ESS, comme une réponse apportée à 4 grandes crises :
 - crises environnementales (matières premières, biodiversité, motions de développement durable)
 - crises économiques (dérégulation, inégalités de capitaux, notion de financiarisation de l'économie...)
 - crises politiques (abstentionnisme, confiance dans les élus, problématique autour de la représentativité)
 - crises sociétales (éducation, illettrisme, exclusion des plus pauvres)

- Il y a un fondement politique dans l'entrepreneuriat solidaire, les entrepreneurs vont chercher à répondre à un problème environnemental, sociétal...

- La Loi ESS de 2014 a posé les statuts juridiques qui encadrent l'activité de l'ESS :
 - Les **associations** employeuses ou non, sont considérées comme des entreprises, car elles peuvent faire des résultats, embaucher, former. Sa finalité est distincte d'une rentabilité dite « classique ».
 - Le secteur des **coopératives** (SCOP, SCIC, coopératives d'achats, coopératives agricoles). Lucrativité limitée et responsabilité collégiale de la structure.
 - Les **fondations, fonds de dotation** ont vocation à soutenir des projets ESS.
 - Les **mutuelles** qui respectent le code de la mutualité avec une lucrativité limitée.
 - Les **ESUS** qui sont des entreprises commerciales sous statuts classiques dont l'action répond à une logique d'utilité sociale. Ce statut est temporaire afin qu'elles puissent à terme glisser sur des statuts ESS.



- Les principes de l'ESS :
 - Lucrativité limitée. L'enrichissement n'est pas interdit mais il doit être collectif et collégial.
 - Gestion démocratique : 1 personne = 1 voix et qu'importe que ce vous détenez.
 - La finalité sociale, sociétale, environnementale...
 - L'ancrage territorial. Siège social en France.
 - La libre adhésion (membre d'une association, sociétaire d'une mutuelle ou salarié d'une coopérative)
- Les modèles économiques ESS sont atypiques (et combinable) :
 - pas seulement de la vente, des prestations, de la production
 - des aides à l'emploi, de la subvention publique
 - de la réciprocité (bénévolat de gestion, de compétences, possibilité de recevoir des dons...)

Jean-Philippe BRUN

- En valeurs absolues, l'IDF est la 1^{ère} région ESS en termes de poids (390 000 emplois soit 6,5% des emplois).
- C'est une économie « située », très ancrée territorialement.
- 10^{ème} édition du mois de l'ESS. 2000 évènements sur la France entière. Cela prouve qu'il y a une vraie prise en compte sincère des potentialités de l'ESS sur les territoires.
- C'est une économie résiliente. L'ESS a mieux résister aux crises économiques que les autres structures économiques « classiques ».
- « Il n'y a pas d'ESS, sans éducation populaire ». (Jean-François DRAPERIE)
- C'est une économie qui répond à des besoins plutôt qu'elle n'en suscite.
- L'ESS est une économie dont le capital est au service de l'Homme et non l'inverse.

TABLE RONDE N°1 – PORTRAITS D'ENTREPRENEURS

Michel BOUCHAERT: En quoi vos structures s'inscrivent-elles dans l'ESS, quelles sont les motivations de vos projets ?

- **LA FRAMBOISINE (Fabienne DRUAIS)** : SARL jusqu'en 2013 vendue à un groupe qui a souhaité fermer la structure au bout d'un an et demi. Le personnel, en place depuis longtemps, a souhaité sauver son entreprise en créant une SCOP. Ils ont gardé leurs clients. Ils sont tous salariés de la SCOP, ont tous versé 1000€ au capital et ont tous une voix dans les décisions de l'entreprise. La SCOP s'adapte aux besoins et moyens des clients (notamment des associations qui peuvent manquer de moyens) pour proposer des formules. Le traiteur travaille avec tous types de fournisseurs économiques.
- **UNITED (Patrick BARROS)** : Création en 2010. Point de départ : des constats quotidiens de personnes en grande précarité et refus de vivre dans une société qui banalise ses scènes. Entre le lundi et le vendredi, comment faire tourner l'association pour que les actions de bénévolat puissent être mises en place le week-end sachant qu'ils étaient tous soit étudiants soit jeunes salariés?



- **HALAGE (Stéphane BERDOULET)**: L'intuition que l'on peut jouer un rôle de lutte contre cette précarité/ fragilisation des personnes et un rôle contre la destruction de notre cadre de vie. En étant un acteur de territoire qui agit au sens du développement local et en toute coopération.

- Sur le développement local : les salariés, les membres de l'association sont les vigies, des témoins de l'évolution de la société et chacun avec sa grille de lecture peut proposer des projets.
- Sur la coopération : avec la création en 2001, d'un pôle de l'ESS organisé sous forme SCIC appelé le PHARES (Pôle d'Hospitalité d'Activités à Rayonnement Ecologique et Solidaire). Il repose sur l'idée de créer un carrefour d'initiatives économiques et associatives partageant les mêmes valeurs de solidarité, d'innovation citoyenne et d'écologie. Il regroupe 17 structures sur 1500m².

- Dans cet écosystème du PHARES, des interactions prennent forme :

Exemple: le projet des « Alchimistes » (cf. l'annexe du PPT) monté sous la forme d'une SAS agréée ESUS en coopération avec Etudes et Chantiers.

- **PORT PARALLELE (Julien BESNARD)** : Chaque entrepreneur a son propre modèle économique même s'ils sont plutôt sur de la prestation intellectuelle (prestations de services avec facturation en direct).

Des questionnements sur les modèles éco des entrepreneurs qui facturent à des tiers (notamment des plateformes de services qui font le lien prestataire/ client en prenant une commission au passage). Combien reçoivent-ils dans leurs poches?

Sur le modèle économique de Port Parallèle : 70% du budget provient des entrepreneurs hébergés qui reversent 10% de leur marge nette à la structure support (10 salariés permanents sur du financier, de la comptabilité, de l'administratif...); le reste c'est de la subvention et/ ou des conventions avec les pouvoirs publics notamment dans le suivi et l'accueil de nouveaux entrepreneurs.



- La CAE Port Parallèle est sous forme SCOP et abrite des entrepreneurs touchant entre 2 000€ et 250 000€ de CA annuel dont 10% sont ponctionnés pour les frais de la structure d'accueil. Soit entre 200€ et 25 000€/ an par entrepreneur hébergé et suivi, ce qui couvre les frais de la SCOP. La priorité est donnée au financement du projet et des salariés au global avant d'aller aux détenteurs de capital. C'est le principe de la redistribution.

Aïcha CHACHOU – Responsable ACI Carré Nature – CPCV Saint-Gratien : Comment travailler tous ensemble ? Volonté d'une coordination sur le territoire pour mutualiser les talents, les compétences.

Jean-Philippe BRUN : Il y a l'existence du réseau VOIE 95 qui regroupe 95% des SIAE du département avec un rôle de coordination, information, formation.

Myriam PERARD – responsable ID'EES INTERIM et membre bureau VOIE 95

VOIE 95 travaille actuellement sur la réponse à apporter des grands projets franciliens pour coordonner l'action des SIAE (Jeux Olympiques 2024, Europacity, Métropole du Grand Paris).



Michel BOUCHAERT : Avez-vous noué des partenariats institutionnels, techniques, financiers ?

- **HALAGE** : le PHARES est vu comme une réponse à la fragilisation des petites structures qui pouvaient avoir des réponses très pointues à des besoins très spécifiques et des méga-structures monopolistiques qui ont tendance à les absorber pour capter du territoire, du réseau. Le PHARES c'est aussi une volonté de proposer une alternative en mutualisant les compétences, les projets, les expertises, les techniques.
- **UNITED** : L'association va dans les écoles et demande aux jeunes de proposer des solutions et d'être acteurs de leur propre projet dans une sorte de partenariat gagnant-gagnant.

En parallèle, le but est de s'entourer de personnes sensibles à la cause, pas forcément dans la solidarité, comme une association sur le jeu de société, le cirque, la musique pour faire une partie du travail de collecte ou des activités annexes apportant du lien/ réconfort aux plus fragilisés.

- **LA FRAMBOISINE** : Des partenariats avec des écoles qui font de l'apprentissage même si c'est difficile de mobiliser les jeunes eu égard à la dureté du métier (horaires, poids des ustensiles...). Avec les fournisseurs, les relations sont surtout économiques.
- **PORT PARALLELE** : Ex. du « Carrefour des projets ESS » mené avec INITIACTIVE 95/ CCI et Agglo Cergy Pontoise pour accompagner très en amont les entrepreneurs pour passer de l'idée au projet dans le cadre de 3 séances de travail collaboratif. Ce projet est en train d'essaimer sur l'Est du Val d'Oise et le nord de Saint-Denis dans une logique de travail avec les acteurs du territoire. Après, les partenariats internes à la CAE sont encouragés. Ex: un entrepreneur qui fait de la cartographie de vignobles. Il est en train de développer une « appli » pour Smartphone et a rencontré des entrepreneurs sur les notions d'interfaces utilisateurs. A plusieurs, le projet acquière plus d'ampleur.



Michel BOUCHAERT : Avez-vous des conseils à formuler pour aider les porteurs à se lancer dans le domaine de l'ESS ?

- **PORT PARALLELE** : ne pas avoir peur de parler de son projet tout en choisissant bien son interlocuteur et intégrer rapidement une dimension collective en identifiant toutes les parties prenantes.
- **UNITED** : Ne pas hésiter à se mettre dans des environnements qui partagent cette effervescence. Ne pas se freiner/ se limiter.
- **HALAGE** : Avoir la « flamme » ! , des convictions, des raisons de se « lever le matin » car l'écosystème d'un projet est complexe avec sa multiplicité d'interlocuteurs privés/ publics. Ne pas être t seul sur son projet et arrêter de penser que l'on peut toujours « innover » sur tout en répondant plus modestement aux besoins réels des territoires.
- **LA FRAMBOISINE** : se rapprocher des têtes de réseaux, notamment pour les SCOP de l'URSCOP qui a été d'une grande aide dans leur projet de reprise.

TABLE RONDE N°2 : LES ACCOMPAGNATEURS



Michel BOUCHAERT: Présentez-vous rapidement, que faites-vous au quotidien?

- **EGEE (Dominique NOIRET)** : Structure de bénévoles accompagnant les porteurs dans le cadre notamment d'une permanence au sein de l'Ouvre-Boîte.
Il faut penser le montage de son projet et ne pas se croire « isolé ». Faire une étude de marché et étude de l'environnement dans lequel on a envie de s'implanter.
- **INITIACTIVE 95 (Juliette COURTAIGNE)**: membre des réseaux France active et Initiative France. Favoriser la création, le développement et la reprise d'activités créatrices d'emplois sur le 95.
On étudie du projet dans sa globalité (Expérience, gouvernance, partenaires, marché, clients, éléments financiers). Tous les détails sont importants.
- **ADIE (Emna ZOUARI)**: Font du micro-crédit (max 10 000€). Il faut bien identifier sa demande de financement et le volume demandé et ne pas hésiter de se faire accompagner lors du montage mais aussi après pour rester pérenne.
- **OUVRE-BOITE (Reda SALIMI)** : Outil communal qui regroupe toutes ces structures accompagnatrices. Avoir un point d'accueil pour se diriger dans son projet à travers des entretiens individuels et des ateliers collectifs qui informent sur la recherche de financements, les étapes de la création de l'entreprise.
- **RIVES DE SEINE (Eric URSULET)** : permet de tester son activité dans le cadre d'une couveuse tout en gardant un cadre sécurisé. C'est un Comité d'admission qui décide de l'entrée ou non dans la Couveruse.
- **Région IDF (Gérald LASSET)** : Fait du soutien au réseau des structures accompagnatrices et de financement (Rives de Seine, Initiative 95, France Active, Réseau entreprendre...), ont la gamme Up' pour les structures déjà créées. Réseaux sur le financement classique avec les prêts d'honneur, les garanties bancaires. ..

Michel BOUCHAERT : Quelles sont les spécificités et les besoins des entrepreneurs de l'ESS ?



- **OUVRE-BOITE** : Très peu de projets identifiés ESS à l'OB (moins de 5 par an).
- **EGEE** : Les porteurs ont du mal à passer d'une motivation/ une « flamme » à un projet économiquement viable. C'est donc un accompagnement beaucoup plus long.
- **INITIACTIVE 95** : Etre accompagné pour mobiliser les différents acteurs car un projet ESS mobilise des partenaires parfois institutionnels et communaux d'un territoire .
- **RIVES DE SEINE COUVEUSE** : Travailler sur la posture. Il faut passer de l'indignation, d'un constat à la dimension commerciale/ stratégique du projet sans oublier l'impact des réseaux sociaux pour se faire connaître.

Michel BOUCHAERT : Du temps, de la posture, de l'accompagnement, que faut-il d'autre ?

- **ADIE** : L'économie!
- **OUVRE-BOITE** : C'est un projet de création d'entreprise quelqu'en soit la forme/ le statut.
- **Intervention public – Mme LANGLAIS - Association Madam'Iza**: Monter une activité ESS demande du temps et des compétences pointues pour faire un business plan, une étude de marché, des budgets prévisionnels . A côté, il faut faire vivre les projets associatifs déjà engagés. Comment faire alors ?
- **EGEE** : L'accompagnement, ce n'est pas faire « à la place de ». Il faut trouver d'autres ressources ailleurs (bénévolat, DLA, junior entreprise à l'ESSEC...)
- **INITIACTIVE 95** : Le Dispositif Local d'Accompagnement est fait pour pérenniser les activités et les emplois en proposant un diagnostic du projet et un parcours individualisé.
- **OUVRE-BOITE** : Ne pas hésiter à participer à des ateliers collectifs de l'Ouvre-Boîte!

- **UNITED : comment rassurer ceux qui voudraient se lancer dans l'ESS mais qui ont peur pour leur niveau de vie? A-t-on des idées de salaire moyen?**
- **Jean-Philippe BRUN** : dans le magazine Marie-Claire de décembre 2017, il y a un article sur ESS où les salaires sont décortiqués.
Cela va de 90 000 à 100 000€/ annuels pour les plus gros salaires et dans les associations, le référentiel est plus bas (de 10 à 15% en dessous) car compensé par la « flamme ».

Michel BOUCHAERT : L'Entrepreneariat ESS comme l'entrepreneariat dit « classique », dans son démarrage, n'est pas bien différent. L'entrepreneur « classique » ne gagne pas tout de suite des grosses sommes. Dans l'ESS, on a le « droit » de bien gagner et d'en vivre très correctement. C'est la redistribution des profits qui importera.
- **EGEE** : il ne faut pas avoir de pré-requis de salaire au démarrage du projet. C'est la stratégie commerciale qui va définir le salaire. Une structures ESS ou « classique » fonctionne avant tout grâce à des clients.
- **INITIACTIVE 95** : ils ont déjà reçu des porteurs de projet qui voulaient savoir, avant même de se lancer, combien ils allaient toucher par mois. Il est donc intéressant de prendre le temps de faire des prévisions budgétaires pour anticiper ces questionnements.
- **ATMF – Fouzia HAMHAMI** : L'accompagnement est nécessaire, l'ATMF a d'ailleurs bénéficié de 2 DLA mais aujourd'hui, le problème principal, ce sont les locaux.
- **RIVES DE SEINE** : le secteur associatif est pudique lorsque l'on parle d'argent et il communique mal. Il est donc difficile d'attirer les talents dans ces conditions.

Michel BOUCHAERT : quels sont les leviers financiers à lever pour ne pas faire appel systématiquement à la collectivité en demandant une subvention ? quels pourraient être les conseils, les outils pour qu'un entrepreneur, sans apport financier, puisse créer son activité?

- **INITIACTIVE 95** : Il est important d'anticiper et de faire de bonnes prévisions financières car beaucoup de projets sont combinés à des locaux. Sur les différentes formes de financements, INITIACTIVE 95 propose des prêts pour renforcer le financier existant et agit en garantie pour faciliter l'accès au prêt bancaire; prêt d'honneur à taux 0% pour renforcer les apports avant de demander un prêt bancaire.

Michel BOUCHAERT : peut-on emprunter quand on a zéro euro ?

- **INITIACTIVE 95** : non pas au démarrage de l'activité, il faut un minimum d'apport car c'est une sécurité pour le porteur. C'est une sorte de mini épargne en cas de lenteur ou retard dans le démarrage de l'activité et cela démontre l'implication du porteur.
- **ADIE** : Avec le micro-crédit (max 10 000€), pas d'obligation d'apport personnel mais cela nécessite une bonne préparation du projet. Le porteur et son conseiller doivent échanger pour ne pas mettre en difficulté le porteur/emprunteur. Ce dernier s'engage en propre et non en tant que personne morale. Il y a besoin d'avoir un garant sauf si le porteur a un apport. Il y a les prêts à taux 0% aussi.
- **RIVES DE SEINE** : Le porteur peut aussi faire du crowdfunding. Ex: une personne spécialisée dans le tatouage en 3D des mamelons pour les femmes ayant subi une ablation de la poitrine avait besoin de fonds pour acheter son matériel. Une fois les fonds en poche, elle a pu solliciter des structures finançant les projets. A condition d'avoir une dimension sociale et/ ou utile.

Michel BOUCHAERT : comment trouver de l'ingénierie pour se faire aider ?



- **RIVES DE SEINE** : La bourse aux stagiaires de la Région IDF est une possibilité. Le lycée George Braque d'Argenteuil a une section BTS qui peut aider sur la communication numérique, les business plan....
- **Jean-Philippe BRUN** : dans l'ESS, il y a le principe d'hybridation des ressources même non marchandes. La France compte 14 millions de bénévoles dont 170 000 sur le Val d'Oise. France bénévolat peut mettre une annonce sur son site pour aider les structures à recruter les bénévoles. Et pour les compétences techniques plus pointues, on peut faire appel à Passerelles et Compétences.
- **ADIE** : On compte 1 500 bénévoles à l'ADIE.
- **UNITED** : Sans oublier le mécénat de compétences et la mise à disposition de locaux.
- **Michel BOUCHAERT** : les services civiques également dont la gratification est en grande partie prise en charge par l'Etat. Le volontaire va travailler avec sa « flamme » sur des projets d'utilité sociale.
- **INITIACTIVE 95 (Sylvia KONGUEM)** : UNIS CITE peut porter le contrat de service civique à la place de la structure au besoin.
- **UNIS –CITE (Marine CORINTHE)** : il y a, au sein d'Unis-Cité, un Pôle « Relais » qui soit permet l'accompagnement des structures vers l'agrément soit UNIS CITE porte le contrat et fait l'accompagnement du jeune car ce n'est ni un stage, ni un emploi. Et pour la mise en lien, sur des compétences spécifiques, de personnes et des porteurs de projet , il y a la plateforme en ligne « Jolly click ».

Michel BOUCHAERT : on a parlé des financements, des compétence mais qu'en est-il du lieu où installer son projet ?



- **EGEE** : Cette problématique est souvent liée au fait que les porteurs sont très enracinés sur leur territoire. Le réflexe de se retourner vers la Mairie ne fonctionne plus. Il faut aller sur le privé, chercher d'autres locaux. Les collectivités sont sur-sollicitées et même si elles sont sensibles à un projet, il ne faut pas compter dessus. L'étude de marché aide à voir la pertinence de l'installation sur un territoire plutôt qu'un autre.
- **Mairie d'Argenteuil (Thérèse PEROL)** : les locaux d'activité ou de commerce sont soumis à certains prix d'accès. Entre 80€ et 100€ du m². Lorsque la ville est sollicitée, ce prix n'est pas pris en compte dans le business plan et on se retrouve avec des projets déjà bouclés avec la condition de trouver un local, cela créer de la pression. Il y a aussi la problématique de locaux recevant du public (accès PMR) qui sont également des biens rares.
- **RIVES DE SEINE (Naïma HEZZAB)** : On a pu capitaliser les compétences et techniques de différents entrepreneurs sur les métiers du bien-être. Le groupe a ainsi pu prospecter et proposer des services combinés/ mutualisés d'une esthéticienne, sophrologue, une naturopathe... auprès d'hôtels de luxe. Il y a également eu le montage d'un pôle de compétences sur les conseils.
- **Jean-Philippe BRUN** : sur les locaux, avec toutes les réserves, il existe un partenariat appelé « [Alliance dynamique](#) ». Dans le cadre de sa restructuration de ses activités et de ses sites, La Poste a signé avec la CRESS IDF un partenariat pour mettre à disposition des locaux à des projets ESS à prix compétitifs. Il existe sur leur site des contacts locaux par département.

Michel BOUCHAERT : des choses à ne pas faire, des conseils ?



- **ADIE** : ne pas s'isoler et prendre le temps de faire les bons choix.
- **OUVRE BOITE** : éviter les comparaisons avec d'autres porteurs et ne pas avoir peur d'échouer.
- **EGEE** : Apprendre à « pitcher » sur son projet. En parler, c'est aussi la clef de la réussite.
- **INITIACTIVE 95** : Etre à l'écoute des partenaires et anticiper les différentes demandes.
- **RIVES DE SEINE** : L'agence France entreprendre et la région IDF veulent aller sur 20% de porteurs accompagnés là où, dans les pays Anglo saxons, ils sont 60%. En IDF, un projet accompagné a 9x plus de chances d'être pérenne. Il faut donc que cela devienne un automatisme. Il faut prendre le temps d'approfondir, d'étudier.

MAIRIE D'ARGENTEUIL (Jennifer ARTAZ) : Que dire à un porteur de projet qui profite d'un entre deux postes, qui touche des droits au chômage et qui n'entend pas prendre son temps car sa temporalité n'est pas celle de la création d'activité ou celle de l'administration?

- **RIVES DE SEINE** : On part du principe qu'il faudra 1 an d'accompagnement. En 2016, sur les 142 porteurs accompagnés à la Couveuse, 141 sont restés 1 an. Quand on accompagne un porteur, il est nécessaire d'avoir une posture accueillante, bienveillante.



- **Frédéric MASSE – CIP à Villeneuve-la-Garenne** : Comment inciter les porteurs à aller vers une structure d'accompagnement ?
- **RIVES DE SEINE** : La réussite ou pas d'un projet tient beaucoup à la personnalité du porteur. On ne peut rien faire à sa place.
- **ADIE** : Il y a un travail à faire sur l'information.
- **EGEE** : Tous les services, partenaires de la ville sont impliqués dans l'Ouvre-Boîte ou s'en font le relais . Mais on ne pourra jamais prendre le porteur par la main. A l'Ouvre-Boîte, il y a quand même le service d'amorçage de projets porté par INITIACTIVE 95 qui intervient dans les quartiers dits « Politique de la Ville » pour parler d'entrepreneuriat et cela fonctionne plutôt bien même si c'est perfectible.
- **Thérèse PEROL** : la Ville peut œuvrer à une meilleure communication et peut travailler le partenariat pour valoriser ce qui est fait. Nous avons besoin de ces moments d'échanges, notamment dans le cadre du développement de l'EPT 5, et nous souhaitons élargir le champ d'échanges avec les partenaires de l'EPT 5 sur la thématique de l'ESS.